

# A quelles conditions négocier avec les talibans ?



**Jean-Luc Racine**  
Directeur de recherche émérite au CNRS,  
chercheur senior à l'Asie Centre  
(Source: Jean-Luc Racine)

## La question est la reconnaissance ou pas de l'Emirat islamique

Des négociations impliquent plus qu'un simple dialogue où l'on reste un peu le témoin. Or, à ce stade, dans les territoires de ce qu'on a appelé le dialogue inter-afghan à Doha, au Qatar, qui s'est toujours poursuivi avec des hauts et des bas, mais sans jamais déboucher sur une négociation proprement parler. S'agissant de la communauté internationale, c'est en partie la même chose. Un grand nombre de pays dialoguent déjà avec les talibans. Des derniers viennent de laisser partir 200 étrangers, dont un certain nombre d'Américains, et Washington s'est ouvertement félicité de la bonne coopération qui a pu exister sur ce dossier. La façon dont le régime qui se met en place va se définir, et le gouvernement s'ouvrir ou pas à une certaine pluralité, sera déterminante pour savoir si l'un pourra négocier avec eux. Il y a des conditions, des « lignes rouges » comme on dit, aux négociations, qui peuvent s'envisager jusqu'à un certain point, mais pas si le régime persiste à donner les signes de durcissement qu'il semble envoyer depuis la constitution du gouvernement provisoire.

La question sous-jacente est celle de la reconnaissance ou pas de l'Emirat islamique par la communauté internationale. Doit-elle faire partie de la négociation ? On peut dialoguer, voire négocier, sans aller vers la reconnaissance formelle du nouvel État. Ce qui voudrait dire la réouverture des ambassades pour les pays qui les ont fermées. Ouvrir une ambassade interne, au demeurant, sur qui on y met un ambassadeur ou simplement un chargé d'affaires, qui signifie quel on est encore entre deux eaux. Des observateurs, dont un certain nombre de

Pakistais, disent que poser des conditions préalables à la négociation n'est peut-être pas la bonne solution. La réalité est qu'il existe des moyens de pression, tant la situation socio-économique du pays est très grave. L'ONU a parlé de risques sévères d'une crise humanitaire, et sa représentante a souligné la nécessité de leur soulager. Car une intervention humanitaire ne peut se faire comme ça. Il faut nécessairement discuter avec les autorités afghanes.

L'autre volet qui déterminera l'existence de négociations sera la volonté qu'auront les talibans pour récupérer des investissements et tenter de redresser le pays économiquement. S'ils ont gagné la guerre, il est important pour eux de gagner la paix, ce qui ne peut plus se faire comme autrefois avec la seule reconnaissance du Pakis-

**La façon dont le régime qui se met en place va se définir sera déterminante pour savoir si l'on pourra négocier avec eux.**

tan, des Émirats arabes unis ou de l'Arabie saoudite. Ils ont besoin de la communauté internationale, ce qui doit lui donner une charge de responsabilité. Le temps de l'unité arabe africain est terminé, le monde est beaucoup plus multipolaire. Et pour les pays occidentaux, il ne faudrait pas dresser de lignes rouges trop radicales, au risque de laisser Moscou ou Pékin avoir la main sur l'Afghanistan.  
Recueilli par Hugo Toriel



**Jean-Yves Berthault**  
Ancien diplomate en Afghanistan de 1979 à 1981  
puis de 1998 à août 2001 (1)  
(Source: Jean-Yves Berthault)

## Le dialogue est possible, mais il lui faut un cadre

Les contacts avec les talibans ont commencé depuis deux ans du côté américain. Et aujourd'hui, les pays occidentaux, qui s'expriment concernés par la situation humanitaire, ont aussi des contacts avec eux pour évacuer leurs ressortissants. Mais aucun ne souhaite pas encore dans une phase de négociations.

Beaucoup de raisons plaident pour cette dernière cependant, et ce quelle que soit la répugnance qu'inspirent les premières images, les premiers comptes rendus de ce qui se passe en Afghanistan. Le dialogue s'imposera, car il y a les personnes que nous devons protéger et accueillir, ainsi que la population qui demeure en Afghanistan et dont il va falloir s'occuper lorsque la crise alimentaire et économique frappera le pays de plein fouet, dès les prochains semaines.

Les robinets des finances étant fermés et les pays ayant stoppé leur aide directe et indirecte, le gouvernement afghan ne sera pas en mesure de prodiguer à la population ce dont elle a besoin pour sa survie. Il faudra que la communauté internationale se mobilise. Un canal sera nécessaire, qui devra passer essentiellement par la Croix-Rouge, les différentes ONG, les agences de l'ONU spécialisées dans l'assistance aux populations.

À moyen terme, on aura aussi de très bonnes raisons d'entamer un dialogue, que ce soit sur le respect des droits des femmes, ou sur la drogue, alors que 90 % de l'opium et de ses dérivés dans le monde proviennent d'Afghanistan. Ce dialogue sera utile aussi bien pour nous que pour la population afghane. Il ne doit pas se tenir dès maintenant, toutefois, car les talibans ne montrent pas qu'ils ont évolué depuis la période 1987-

2001. Ils ne respectent pas certaines assurances d'ouvertures qui avaient été affirmées, ils montrent les mêmes, ils ont comme référence que la charité... Il est important que nous soyons en mesure de comprendre ce qui se passe en Afghanistan. Pour cela, il nous faut des observateurs sur place, en mesure de fournir de l'analyse diplomatique, du renseignement, etc. Ceci ne signifie pas une reconnaissance du gouvernement.

**Le dialogue s'imposera, car il y a les personnes que nous devons protéger et accueillir, ainsi que la population qui demeure en Afghanistan.**

Encore faut-il veiller à ne pas reproduire les erreurs de la période précédente, en les ostracisant, de sorte qu'ils se radicalisent plus encore. Le dialogue est toujours possible, même avec les plus rétrogrades, mais il lui faut un cadre. En clair, leur faire savoir de façon très claire qu'il y a des lignes rouges qui, si elles sont franchies, ne nous permettent pas de consentir tel ou tel geste. Je ne dis pas que l'on réussira à établir ce dialogue, mais si on ne le tente pas, le risque est une déstabilisation non seulement de l'Afghanistan mais de toute la sous-région.  
Recueilli par Agnès Riviel

(1) Auteur de *Déjà vu en Afghanistan*, Seuil-Simon, 2021, 289 p., 19,90 €.



**Jean-Yves Berthault**

*Ancien diplomate en Afghanistan de 1979 à 1981  
puis de 1998 à août 2001 (1)*

*(Source : Jean-Yves Berthault)*

# Le dialogue est possible, mais il lui faut un cadre

Les contacts avec les talibans ont commencé depuis deux ans du côté américain. Et aujourd'hui, les pays occidentaux, qui s'estiment concernés par la situation humanitaire, ont aussi des contacts avec eux pour évacuer leurs ressortissants. Mais nous ne sommes pas encore dans une phase de négociations.

Beaucoup de raisons plaident pour cette dernière cependant, et ce quelle que soit la répugnance qu'inspirent les premières images, les premiers comptes rendus de ce qui se passe en Afghanistan. Le dialogue s'imposera, car il y a les personnes que nous devons protéger et accueillir, ainsi que la population qui demeure en Afghanistan et dont il va falloir s'occuper lorsque la crise alimentaire et économique frappera le pays de plein fouet, dès les prochaines semaines.

Les robinets des finances étant fermés et les pays ayant stoppé leur aide directe et indirecte, le gouvernement afghan ne sera pas

en mesure de prodiguer à la population ce dont elle a besoin pour sa survie. Il faudra que la communauté internationale se mobilise. Un canal sera nécessaire, qui devra passer essentiellement par la Croix-Rouge, les différentes ONG, les agences de l'ONU spécialisées dans l'assistance aux populations.

À moyen terme, on aura aussi de très bonnes raisons d'entamer un dialogue, que ce soit sur le respect des droits des femmes, ou sur la drogue, alors que 90 % de l'héroïne et de ses dérivés dans le monde proviennent d'Afghanistan. Ce dialogue sera utile aussi bien pour nous que pour la population afghane. Il ne doit pas se tenir dès maintenant, toutefois, car les talibans ne montrent pas qu'ils ont évolué depuis la période 1987-2001. Ils ne respectent pas certaines assurances d'ouvertures qui avaient été affirmées, ils nomment les mêmes, ils n'ont comme référence que la charia... Il est important que nous soyons en mesure

de comprendre ce qui se passe en Afghanistan. Pour cela, il nous faut des observateurs sur place, en mesure de fournir de l'analyse diplomatique, du renseignement, etc. Ceci ne signifie pas une reconnaissance du gouvernement.

*Le dialogue  
s'imposera, car  
il y a les personnes  
que nous devons  
protéger et  
accueillir, ainsi  
que la population  
qui demeure  
en Afghanistan.*

Encore faut-il veiller à ne pas reproduire les erreurs de la période précédente, en les ostracisant, de sorte qu'ils se radicalisent plus encore. Le dialogue est toujours possible, même avec les plus rétrogrades, mais il lui faut un cadre. En clair, leur faire savoir de façon très claire qu'il y a des lignes rouges qui, si elles sont franchies, ne nous permettront pas de consentir tel ou tel geste. Je ne dis pas que l'on réussira à établir ce dialogue, mais si on ne le tente pas, le risque est une déstabilisation non seulement de l'Afghanistan mais de toute la sous-région.

**Recueilli par Agnès Rotivel**

*(1) Auteur de Déjeuners avec les talibans, Saint-Simon, 2021, 189 p., 19,95 €.*